

Opinions & controverse

Climat: donnons-nous les moyens de nos ambitions

Par Valérie Masson-Delmotte

JUSQU'ICI, je n'avais pas été invitée à l'Assemblée pour évoquer le rapport du Giec sur 1,5°C de réchauffement planétaire, rendu en octobre 2018. Ce sera le cas mardi, et j'en suis très reconnaissante au mouvement des jeunes pour le climat: grâce à eux, le message des scientifiques retient davantage l'attention. Or le moindre demi-degré compte. Chaque année où l'on n'agit pas implique un changement climatique plus important à l'avenir.

Il reste une toute petite marge de manœuvre pour contenir le réchauffement planétaire autour de 1,5°C de plus que le climat préindustriel dans les prochaines décennies. Cela impliquerait de réduire les émissions de dioxyde de carbone mondiales de moitié d'ici à 2030 et d'atteindre la neutralité à l'horizon 2050, tout en réduisant l'impact sur le climat des autres gaz à effet de serre (GES) et particules. Pour le moment, les émissions mondiales continuent d'augmenter. Si l'on se contente d'une ambition modeste, le réchauffement pourrait s'intensifier et atteindre, voire dépasser, les 3°C à la fin du siècle.

L'urgence climatique figure dans le projet de loi énergie et climat examiné en ce moment. Cela traduit une prise de conscience. Car la France est aux avant-postes. Deux tiers de la population française sont déjà exposés à des aléas climatiques sévères. Notre pays devra faire face à la poursuite de la hausse inéluctable du niveau de la mer. Les simulations climatiques montrent, à horizon 2050, la poursuite des ten-



COPRÉSIDENTE DU GROUPE DE TRAVAIL
SUR LES BASES PHYSIQUES DU
CHANGEMENT CLIMATIQUE DU GIEC

dances observées, avec un doublement de la fréquence des canicules, une intensification des épisodes de sécheresse et des pluies torrentielles.

Dans ce contexte, la France affiche des objectifs ambitieux. Le projet de loi vise ainsi la neutralité carbone en 2050. Néanmoins, l'action réelle n'est pas à la hauteur de l'ambition. La France n'a pas respecté la baisse des émissions prévue pour la période 2015-2018. Les émissions de GES des transports n'ont pas bougé depuis dix ans; celles du bâtiment ont baissé trois fois moins vite que l'objectif fixé en 2015; celles de l'agriculture ont stagné. La stratégie de maîtrise des rejets de GES n'est pas suffisamment intégrée ni déclinée dans les lois et les investissements publics.

Quand on observe que les véhicules neufs particuliers vendus en France

sont de plus en plus lourds, parfois une tonne et demie pour transporter une personne, c'est révélateur d'un manque de courage politique. Comment a-t-on pu laisser s'installer une telle aberration énergétique qui efface tous les gains de performance des moteurs? Le nombre de départements en alerte sécheresse montre aussi combien la gestion de l'eau n'est pas adaptée au climat d'aujourd'hui. Nous sommes dans la gestion de crise, et non dans la prévention des risques climatiques.

Contenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C n'est pas totalement impossible. Mais cela demande des changements sans précédent, des efforts herculéens, une volonté citoyenne et politique forte. Cela nécessite aussi de se doter d'instruments de suivi. On devrait pouvoir évaluer les implications de chaque projet de loi et de chaque grand investissement public en termes d'émissions de GES.

Le rapport spécial du Giec montre aussi que chaque choix compte. Il existe de multiples leviers, à toutes les échelles. Pourquoi pas une action plus volontaire en matière de véhicules des administrations et de flottes des entreprises? Pourquoi ne pas affirmer l'éducation au climat, notamment au collège? Pourquoi ne pas renforcer l'étiquetage « effet de serre » des biens et services, y compris dans la publicité, pour permettre aux consommateurs de faire des choix informés? Il faut se donner les moyens des ambitions affichées. ■